



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.

Pour la reconstruction de la IV^e internationale.

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 25 MAI 2019 - n° 1221

PRIX : 1 €

ÉDITORIAL

La détermination, la meilleure arme des travailleurs !

Plusieurs longues grèves ont eu lieu récemment en Guadeloupe : dans les plantations de banane, à Milénis-Promocash, à Leader Price Grand-Camp. En Martinique il y a eu des luttes dans la banane, dans les hôpitaux, dans les transports comme à la Sotravom, la société de bus du Centre, et chez les pompiers.

Dans ces luttes, les travailleurs ont montré une grande détermination. Pour les grévistes, il n'était pas question de reprendre le travail sans avoir fait céder la direction, au moins en partie.

Ce sont ces luttes qui sont importantes pour les travailleurs de Martinique et de Guadeloupe, bien plus que les élections européennes qui se déroulent à 7 000 km. On nous a rebattu les oreilles avec les fonds européens, pour lesquels nous devrions être reconnaissants. Mais ces fonds ne sont pas pour les travailleurs, ni pour les petits patrons. L'argent de l'Europe est pour les gros planteurs de banane et les grosses entreprises capitalistes, qui ont une armée de comptables et d'avocats pour monter les dossiers. Ce qui est bénéfique pour les travailleurs et la population de Guadeloupe et de Martinique ne nous a pas été généreusement donné, il a fallu se battre pour l'obtenir !

Dans chacune des luttes récentes, l'enjeu était important pour les travailleurs, en termes de salaires, d'emplois ou de conditions de travail. Mais l'enjeu était aussi moral. En juin 2017, lors de la grève générale des plantations de banane en Guade-

loupe, un ouvrier agricole déclarait : « cette grève, je ne la fais même pas pour l'argent, je la fais pour la dignité ».

Après chaque grève les patrons cherchent à se venger, à rétablir leur dictature. Dans la banane, les licenciements ont été nombreux en Guadeloupe, notamment chez le planteur Dambas surnommé « l'esclavagiste noir ». Mais les travailleurs ont conservé l'esprit de la grève, l'esprit de lutte et de camaraderie, qui est peut-être l'acquis le plus précieux de la grève. Les ouvriers de la banane gardent le moral, et ils restent combattifs !

C'est pareil à Carrefour Milénis et à Promocash. Dès la reprise du travail il y a eu des brimades : salaires payés en décalé, horaires modifiés, réflexions méprisantes... Mais les anciens grévistes tiennent bon. Ils restent soudés, et ils participent eux aussi en nombre aux mobilisations.

Chacune de ces grèves n'a concerné qu'un seul secteur, parfois même une seule entreprise. Mais une partie de la population a soutenu les grévistes en passant sur le piquet de grève ou en donnant de l'argent. Ces gestes de sympathie ont renforcé la détermination des grévistes. Cela a

marqué les jeunes travailleurs de Leader Price Grand-Camp, pour qui c'était la première grève.

En Martinique, dans le Centre, les usagers des transports en commun ont été pénalisés par la grève à la Sotravom. Mais tous les usagers n'étaient pas hostiles aux grévistes. Ils comprenaient que si la grève était aussi longue ce n'était pas de la faute des travailleurs, mais à cause de la stratégie de pourrissement de la direction.

Les grévistes qui ont participé à ces luttes en sortent donc renforcés moralement. C'est un acquis très important, surtout en ces jours où le grand patronat multiplie les attaques, aidé par un gouvernement tout dévoué aux plus riches. Seule cette détermination permettra d'y faire face.

C'est l'esprit combatif des travailleurs qui ont mené ces grèves récentes que nous tenions aussi à mettre en avant en nous présentant aux élections européennes. Tous ceux qui ont voté pour nous ont voté pour cet état d'esprit-là, nous les en remercions. C'est cette force morale qui pourra entraîner d'autres travailleurs à se battre eux aussi !

Martinique

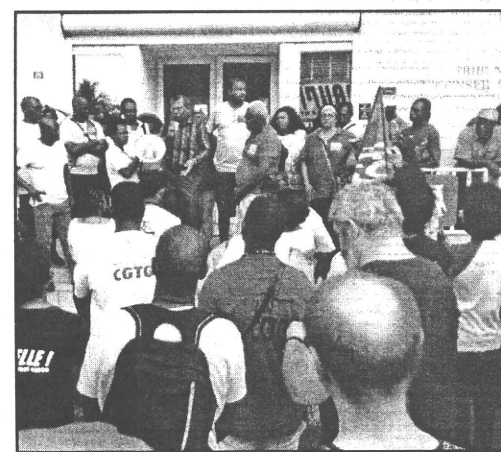
Succès de la grève des sapeurs-pompiers



LIRE p. 2

Guadeloupe

Manifestation réussie à Basse-Terre le 14 mai



LIRE p. 3

Martinique

Ghislaine Joachim-Arnaud dans le débat sur Martinique La 1ère

LIRE p. 4

Martinique

Succès de la grève des sapeurs-pompiers

Les sapeurs-pompiers du STIS (service territorial d'incendie et de secours) ont suspendu leur grève le jeudi 16 mai.

Ils avaient démarré leur mouvement le 3 mai et depuis avaient multiplié les actions et mobilisations sur le terrain pour se faire entendre, notamment une opération *molokoy* (escargot). Le 15 mai ils ont bloqué l'état-major à Fort-de-France, ainsi que certaines casernes de l'île.

Les pompiers défendaient une plate-forme sur des questions de sécurité, de santé au travail ou encore de manque d'effectif. Le retard de versement de leurs salaires du mois d'avril pendant le déroulement des négociations avait mis le feu aux poudres si on ose dire. Lors des rencontres avec leur direction, la question du non-versement des contributions obligatoires par les communes est apparue comme un point central. Celles-ci doivent

près de 9 millions au STIS pour 2019 et plus de 6 millions sur les années antérieures. Pendant la grève, Marie-Jeanne, le président de la CTM ne donna pas suite à la demande des grévistes de les recevoir. Il montrait ainsi un dédain récurrent pour les travailleurs en lutte. La détermination des grévistes ne faiblit pas pour autant. Et après 15 jours, soutenus par une intersyndicale CGTM et SNSPP-PATS (syndicat autonome), les grévistes ont obtenu que des solutions soient trouvées. Lors d'une réunion organisée sous l'égide de la CTM et de son président, le préfet s'engageait à saisir les maires retardataires pour qu'ils versent leurs contributions de 2019 et à intervenir auprès du trésorier payeur général pour que soient versés les 6 millions d'ar-



riérés des mairies. Les voies tracées entre la CTM et le conseil d'administration du STIS sur l'évolution de la gestion financière et administrative ont paru satisfaisantes aux grévistes. Ils

ont suspendu leur mouvement le jeudi 16 mai, tout en se disant attentifs à la concrétisation de ce nouvel accord et sur la satisfaction de leurs revendications.

Guadeloupe

Leader Price Grand-Camp : la grève a payé

Le 22 mars, les salariés s'étaient mis en grève car ils n'en pouvaient plus des bas salaires et de leurs mauvaises conditions de travail. Finalement, les grévistes ont signé un accord le 15 mai avec le patron De Lacaze.

Ils ont obtenu 36 € d'augmentation de salaire mensuel et 150 € de prime de vacances par an à partir de 2020. Leur prime de transport est passée de 30 € à 45 € par mois. Ils ont aussi obtenu l'embauche d'une caissière.

Les grévistes étaient au nombre de 14. Ils étaient jeunes pour la plupart et faisaient l'expérience de leur première grève.

Les salariés ont de quoi être fiers de leur lutte. Au début, les négoc-

iations avec le patron ne donnaient pas de résultats positifs.

De Lacaze a essayé de les décourager en refusant leurs revendications et en menaçant de supprimer un poste. Mais les grév-

vistes sont restés déterminés et ont continué leur lutte. Ils ont eu raison car ils en ressortent victorieux.

Affaire Bangou : an tan Gustin ou... an tan Sorin ?

Le 13 mai, le préfet Gustin a lancé une procédure de révocation à l'encontre de Jacques Bangou, le maire de Pointe-à-Pitre. Cette procédure répressive digne du régime de Vichy (représenté en Guadeloupe par le gouverneur Sorin), serait motivée par la situation financière catastrophique de la ville qui accuse un déficit de 78 millions d'euros.

En Guadeloupe, deux tiers des communes ont une situation financière critique. Pour les autorités et la Direction Générale des Finances Publiques ces déficits colossaux seraient dus au nombre trop important de salariés communaux et à la prime de vie chère de 40 %. Dans des régions comme aux Antilles où le taux de chômage avoisine 30 % de la population et 60 % chez les jeunes, la pression sociale contraint les maires à embaucher un peu plus. C'est une réalité, mais

les véritables responsables de la banqueroute des communes ce sont les gouvernements qui ont successivement baissé les dotations des collectivités. En 2009, Sarkozy et son gouvernement offraient au patronat la suppression de la taxe professionnelle. Cette taxe payée par les entreprises et calculée sur leur chiffre d'affaires constituait près de la moitié des revenus des collectivités territoriales et représentait près de 33 milliards d'euros. La dotation globale allouée chaque

année par l'État aux collectivités en France a aussi diminué de 15 milliards d'euros entre 2013 et 2019.

C'est la population pauvre et les travailleurs qui payent cette politique d'austérité tous les jours avec le délabrement des services publics dans les communes : l'eau, les ordures, la vétusté des écoles...

À la veille des prochaines élections municipales, le représentant de l'État en Guadeloupe

veut apparaître comme le serviteur fidèle d'un gouvernement Macron qui voudrait faire 13 milliards d'économie d'ici 2022 dans les collectivités. Il tente alors de faire un exemple en réprimant le maire d'une grande ville de l'île élu et réélu par la population. Le maire a peut-être fait des erreurs de gestion mais cette tentative de révocation s'apparente plus à une mesure dictatoriale qui rappelle l'époque des gouverneurs coloniaux.

Manifestation réussie à Basse-Terre le 14 mai

Le mardi 14 mai une centaine de travailleurs se sont rassemblés à Basse-Terre devant le tribunal des prud'hommes.

La CGTG avait appelé à un rassemblement contre le planteur de bananes Tino Dambas qui s'attaque au droit de grève. Cette fois, il a saisi les prud'hommes pour réclamer à 22 ouvriers 60 000 € chacun pour avoir fait grève. Avec les ouvriers de la banane, des travailleurs des impôts, de Pôle emploi, de la Santé, des enseignants et d'autres secteurs, ainsi que des organisations comme Combat ouvrier et les jeunes de *Rebelle !* étaient

présents. Ils ont manifesté ensemble dans le centre-ville de Basse-Terre. Les manifestants en ont profité pour dénoncer la dégradation des services publics et des conditions de travail. Ils ont invité les employés de l'association Acajou alternative qui ne sont plus payés depuis des mois, à s'exprimer. Des délégations sont allées rapporter les raisons de cette colère à la maison départementale, à la préfecture et au conseil régional.



Mobilisation devant le tribunal des prud'hommes à Basse-Terre.

Les journées d'action du 14 et du 15 mai aux Abymes

Un appel à la grève générale a été lancé le 14 mai par onze organisations syndicales : CFTC, FAEN/SNCL, FO, FSU, SPEG, Sud PTT Gwa, SUNCAG, UGTG, CGTG, UNSA, Solidaires Guadeloupe. Des centaines de manifestants se sont retrouvés aux Abymes. Ils ont bloqué les entrées de l'ARS (Agence Régionale de Santé) et

du rectorat à Dothémare. Ce mouvement a été reconduit le lendemain. Les manifestants ont exigé que les pouvoirs publics prennent des mesures immédiates pour régler les problèmes de l'eau, de la santé liée à l'état de délabrement du CHU, et ils ont aussi exigé l'arrêt des suppressions de postes dans les établissements scolaires.

Le mépris des représentants de l'État

Suite aux deux journées des 14 et 15 mai, le Préfet et le recteur ont refusé de recevoir les syndicats. Cette attitude est une preuve de mépris envers la population. L'eau doit couler dans tous les robinets, l'hôpital doit pouvoir apporter les soins né-

cessaires aux malades et permettre aux salariés de travailler dans de meilleures conditions. Le démantèlement des services publics doit cesser. Sur ces demandes, l'État n'a toujours pas donné de réponses. ■

Martinique

La grève du 9 mai dans la fonction publique

Plusieurs centaines de travailleurs de la fonction publique (éducation, hôpitaux, municipaux), mais aussi du privé ont manifesté ce jour-là dans les rues de Fort-de-France. Ils dé-

nonçaient les attaques pointées contre les fonctionnaires par le gouvernement, la suppression des 110 postes dans l'Éducation nationale, ils manifestaient pour l'augmentation des salaires,

contre la précarité, contre le chômage.

Après avoir effectué le parcours, les manifestants se sont retrouvés tous à la Maison des syndicats. Ils étaient nombreux à tirer

comme conclusion que la seule façon de faire reculer le gouvernement, c'est que l'ensemble des travailleurs fassent bloc pour faire payer les riches et les capitalistes.

Extraits du bulletin d'entreprise l'écho des hôpitaux

MFME : Fonctionnement au rabais.

Pas de papier d'impression pour monitoring fœtal, de doigtier stérile, d'électrode de saturation néonatales. Des matériels de base manquent en salle de travail et pour le suivi de couches des parturientes et des nouveau-nés. Une situation inadmissible et dangereuse pour les patientes et leurs bébés. Mais aussi pour les collègues qui sont obligés de se démultiplier en urgence pour trouver des solutions.

Mais où sont les responsables ? Ils préparent de nouveaux plans ? Nou ni asé !

Du matériel à... se casser les reins !

Cinq tables d'accouchement sont toujours en attente. Quant aux lits d'accompagnement, ils sont cassés. En voulant les déplacer, certains collègues se « cassent les reins ».

À quand l'arrivée de bons matériels dans notre hôpital dit de pointe ?

La médaille de la petitesse !

La DRH a décidé de diminuer les contrats de 3 mois à 1 mois pour certains agents de l'UTPB (transport et brancardage).

Suite à la réaction des collègues, elle a reconnu l'avoir fait pour « les punir » et leur rappeler qu'ils sont contractuels !

Prompte à sanctionner, mais bien sûr incapable de reconnaissance ! Quelle mesquinerie !

Trop c'est trop !

Par note de service, la direction informe la communauté hospitalière de l'ouverture de neuf lits supplémentaires au premier étage du NPT. Deux étaient déjà ouverts et voilà qu'elle en rajoute sept. Et toujours sans effectif supplémentaire.

La colère gronde chez les collègues. Ils n'ont pas l'intention de se laisser faire ! ■

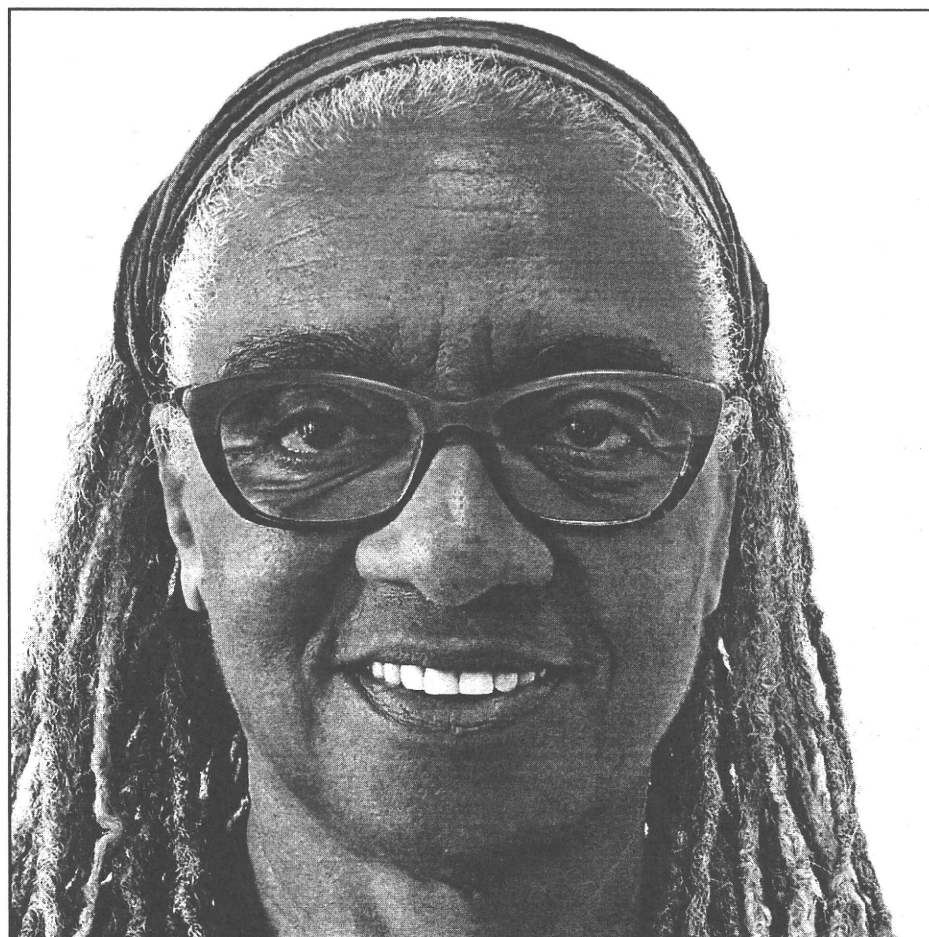
Martinique

Ghislaine Joachim-Arnaud dans le débat sur Martinique la 1ère

Dans le cadre de la campagne pour les élections européennes du samedi 25 mai, un débat était organisé le mardi 14 mai sur le plateau télévisé de Martinique la 1ère avec les huit candidats locaux.

Parmi ces candidats figurait notre camarade Ghislaine Joachim-Arnaud, en troisième position sur la liste de Lutte ouvrière « *Contre le grand capital. Le camp des travailleurs* ». Il y avait aussi Michel Branchi du PCM, Max Orville du Modem, Karine Varasse de la France insoumise, pour ne citer que ces candidats-là. Le débat fut organisé autour de quatre thèmes pendant deux heures : les questions de santé et de sécurité alimentaire, la création d'une industrie agroalimentaire pour développer l'autosuffisance, les programmes européens liés au réchauffement climatique et au coût de la vie. Deux petits planteurs avaient également été invités à ce débat pour interroger les candidats. Il s'agit d'Alex Velayoudon de l'Organisation patriotique des agriculteurs de Martinique (OPAM) et d'un petit agriculteur de la canne. Dans ses interventions, notre camarade a été la seule à affirmer que cette Europe-là, c'est une plaque

tournante des gros capitalistes et qu'elle a été conçue pour eux depuis sa création. Ce n'est pas l'Europe des travailleurs, des classes pauvres, des petits commerçants, des petits agriculteurs. Les questions posées par les petits agriculteurs aux candidats qui dénonçaient leurs mauvaises conditions de vie et protestaient contre le fait que toutes les subventions accordées profitent en premier lieu aux « gros », allaient bien dans ce sens. Ils questionnaient les candidats sur ce qu'ils pourraient faire pour eux. Ghislaine Joachim-Arnaud, la candidate de Lutte ouvrière, leur a dit que : *face aux exploités, la seule issue possible pour sortir de ce carcan social, c'est que les petits agriculteurs s'unissent et qu'en alliance avec la classe ouvrière ils créent un rapport de force favorable pour combattre cette société injuste*. En fin d'émission, Ghislaine Joachim-Arnaud s'est adressée aux travailleurs pour leur dire que pour combattre le chômage



il faut interdire les licenciements et répartir le travail entre tous. Que le salaire minimum pour vivre décemment est de 1800 euros net par mois et indexé sur les prix. Qu'il faut dévoiler le secret commercial et bancaire et que ce n'est que par la lutte qu'on pourra arracher ces reven-

dications et aussi mettre fin au système capitaliste. Et pour exprimer cela, elle a tout naturellement conclu que dans ces élections européennes, le samedi 25 mai, il faut voter et faire voter pour la liste Lutte ouvrière « *Contre le grand capital, le camp des travailleurs* ».

Élections européennes : Macron et Le Pen dans la course contre les travailleurs

Les derniers sondages sur les élections européennes annoncent un score serré entre Macron et l'extrême droite du Rassemblement National, avec cette dernière en tête. Le Rassemblement National (RN) est le parti dirigé par Marine Le Pen. Ex-Front National, ce parti d'extrême-droite compte de nombreux racistes et nostalgiques du nazisme.

Le Pen rejette les maux de la population sur l'Union Européenne. Sa solution miracle contre la précarité serait de sortir de l'UE. Cependant, les coupables de ces problèmes sont les capitalistes bien français tels que Bettencourt, Renault, Pinault et bien d'autres. Le Pen n'attaque

jamais les capitalistes. En réalité, le RN voudrait bien mettre au pas les travailleurs en lutte.

Macron, quant à lui, joue la carte pro-européenne. Depuis son élection, il tente de devenir le leader de l'Europe. Manque de chance pour lui, les gilets Jaunes sont apparus et ont pointé du

doigt la politique pour les riches de Macron.

La frontière entre l'extrême droite et la droite classique, ou celle de Macron, est de plus en plus fine. Car le RN et LREM sont des partis du même milieu anti-ouvrier.

Macron se présente comme un rempart contre l'extrême-droite. Mais il ouvre la voie à ces partis en décourageant la population avec sa politique dévouée aux riches, qui se tournent alors d'autant mieux vers l'extrême droite.

Guadeloupe

Eau : la situation s'aggrave

Aux habituels tours d'eau se sont rajoutées des coupures dues à des pannes sur le réseau de distribution. Des établissements scolaires ont dû fermer leurs portes pendant plusieurs jours. À cause de la vétusté du réseau, plus de 60 % de l'eau produite se

perd hors des tuyaux avant d'arriver aux robinets. Aujourd'hui, plus que jamais, il faut entièrement reconstruire le réseau et cela passe par une politique de grands travaux avec des milliers d'embauches. En 2017, l'État, la Région et le Département

s'étaient réunis en grande pompe pour annoncer un plan d'urgence de 71 millions d'euros sur deux ans pour les premières réparations. Deux ans plus tard, le constat est là : il y a de moins en moins d'eau. Il ne faudra pas s'étonner qu'un jour la colère ex-

plose massivement et violemment à la face des dirigeants. C'est cela qui les obligera à passer concrètement à l'action pour mettre fin à ce scandale qui n'a que trop duré.

Le relèvement du CHU dépend d'une mobilisation populaire

Le CHU est en situation de catastrophe sanitaire : taux de mortalité en hausse, soins de qualité non assurés, patients n'ayant plus le moindre confort hôtelier, personnel au bord de la dépression, médecins démissionnaires, fournisseurs aux abois... Valérie Denux, la directrice de l'agence régionale de santé (ARS) a répondu par voie de presse : les Guadeloupéens ont l'hôpital qu'ils méritent !

Dans le journal France Antilles du 9 mai, ce médecin militaire venue redresser le CHU affirme que le déficit abyssal du CHU PAP serait le fait des Guadeloupéens ne payant pas leurs factures ! Mais derrière cette accusation, on le sait, il y a aussi la montée de la xénophobie contre « ces étrangers » qui soi-disant se soigneraient sans rien déboursier. Eh bien oui, il faudrait que tout le monde puisse se soigner sans rien déboursier. La santé n'a pas de prix ! Mais la réalité c'est que derrière ces « Guadeloupéens » se cachent la Sécurité sociale, les mutuelles, les collectivités.

L'ARS ne met pas en accusation la sécurité sociale, ni les sociétés capitalistes que sont les mutuelles qui reçoivent les cotisations de chaque travailleur. Il est plus commode de s'en prendre à la population.

Le CHU a toujours été sous-financé par l'État, sa situation a donc toujours été précaire. L'incendie du 26 novembre

2017 a fini par l'achever. Les 100 millions d'euros annuels dont Denux fait grand état ne suffiront pas à relever cet hôpital. Cet établissement est obligé de fonctionner sur quatre sites éclatés, il est responsable de la santé de tout un archipel, devant offrir un plateau technique des plus performant, et il est aussi responsable de l'enseignement médical et paramédical.

Depuis la réforme T2A (tarification à l'activité) les hôpitaux sont devenus des entreprises ou la santé n'était plus l'objectif, mais le moteur de la rentabilité. Le retrait progressif de la participation de l'État a jeté « l'entreprise » CHU entre les dents rapaces des banquiers. Et c'est au personnel que Valérie Denux reproche de ne pas comprendre qu'il y a une « dimension économique » du soin !

Il faudrait faire comprendre cette dimension aux patrons qui ne versent pas les cotisations salariales à la sécurité sociale, aux



Tout va bien pour Valérie Denux !

mutuelles qui se gavent, aux collectivités qui elles aussi souffrent du manque de subventions. Non ! Denux préfère là aussi s'en prendre aux travailleurs du CHU. Elle veut faire des économies sur leurs dos en supprimant des jours de congé, RTT, bonus congé pour départ à la retraite. Tout cela accompagné d'un grand mépris pour ces travailleurs du CHU « qui ne savent

pas gérer », ce que des logisticiens venant de France seront chargés de « leur apprendre ».

Il n'y a plus qu'à espérer que ces travailleurs, aidés de la population laborieuse, apprendront à Denux ce dont une population déterminée est capable lorsque son droit à la vie est bafoué. Le relèvement du CHU dépend de cette détermination.

Morne-à-l'Eau : de l'eau souillée dans des écoles

Lundi 20 mai, des parents d'élèves ont bloqué deux écoles du bourg de la commune.

Depuis plus d'une semaine, la municipalité a interdit la consommation et l'utilisation de l'eau dans les établissements à cause de la présence de mi-

crobes. Depuis, aucune nouvelle de la mairie alors que les élèves ne peuvent pas boire l'eau et ne peuvent pas aller aux toilettes normalement. Certains enfants

auraient eu des infections urinaires. C'est cela qui a provoqué la colère des parents.

Le jour même, la mairie a confirmé que selon l'Agence régionale de santé, l'eau est de nouveau potable.

Les écoles ont rouvert le lendemain mais qu'est-ce qui garantit que cette pollution ne se reproduira pas ?

Le scandale de l'eau en Guadeloupe fait peser la menace constante d'un scandale sanitaire.

Succès pour les grévistes de la Poste à Saint-François

Les travailleurs du centre de tri de la Poste de Saint-François ont gagné leur combat ! Ils se sont mis en grève le 2 mai dernier pour protester contre la suppression de deux emplois. La direction de la Poste cherche constamment à supprimer des emplois en profitant notamment de départs à la

retraite. Les travailleurs en ont eu assez car la charge de travail est énorme pour distribuer le courrier en temps et en heure par exemple. La grève a payé. Au bout de neuf jours de mobilisation les grévistes ont gagné le maintien des deux postes menacés par la direction.

Les travailleurs du SIAEAG en grève !

Les travailleurs du SIAEAG (Syndicat intercommunal d'alimentation en eau et d'assainissement de la Guadeloupe) sont de nouveau en grève. Car le protocole de suspension de conflit du 4 avril dernier n'a pas été respecté. Ce protocole prévoyait le

versement d'un solde de 12 points d'indice intégrés au salaire de base.

Les travailleurs soutenus par la CGTG et l'UGTG sont bien décidés à se battre jusqu'au versement des sommes dues.

Le mois de mai, le mois de luttes ! Mai 1802



25 mai 1802

Ignace et plusieurs centaines d'hommes stationnent aux portes de Pointe-à-Pitre au niveau du Chemin des Petites Abymes. La bataille de Baimbridge commence dès 7 heures, l'assaut final sera donné à 18 heures.

Ignace se brûle la cervelle pour ne pas se rendre.

28 mai 1802

1800 hommes des troupes de Richepance, envoyées par Bonaparte pour rétablir l'esclavage aboli en 1794, partent à l'assaut de Matouba. 600 hommes et

femmes de Guadeloupe qui forment le dernier carré de la résistance y sont retranchés. Après des affrontements sanglants Delgrès s'est réfugié à l'Habitation Danglemont avec ses dernières troupes. Il annonce aux officiers sa décision de faire sauter l'habitation et les invite à le suivre

dans la mort. Majoritairement, ils acceptent. Quand les Français font irruption, une épouvantable explosion retentit, l'habitation Danglemont vole en éclat.

16 juin 1802 : Richepance publie un arrêté rétablissant l'esclavage en Guadeloupe. ■

Mai 1848 en Martinique

Après la révolution de février 1848 en France, le décret du 27 avril a aboli l'esclavage dans les colonies françaises. En Martinique, depuis des années la rébellion des esclaves est constante. Le soir du 20 mai à l'habi-

tation Duchamp, le maître interdit l'usage du tambour pendant le travail. Pour avoir refusé d'obéir, l'esclave Romain est arrêté et conduit en prison en ville à Saint Pierre. Une foule d'esclaves réclame et obtient la

libération de Romain. Au Précheur, le maire béké, Huc, tire sur la foule : trois morts et dix blessés. Les esclaves révoltés engagent alors une bataille contre quelques familles békées. Le 22 mai, le peuple envahit les

rues de Saint-Pierre, enflamme une bonne partie de la ville. Face à l'insurrection, le gouverneur signe le décret d'abolition le matin du 23 mai. Les esclaves se sont libérés avant l'arrivée du décret officiel.

Mai 1848 en Guadeloupe

En 1848 un élan révolutionnaire touche l'Europe. Le décret du 27 avril suite à la révolution parisienne de février décrète l'abolition de l'esclavage. La nouvelle du renversement du régime à Pa-

ris ne fait que renforcer les nombreux mouvements de révolte des esclaves en Guadeloupe, certains s'échappent, d'autres incendient les plantations. Après avril il y a de plus en plus d'inci-

dents, de refus d'obéissance et de manifestations. Un rassemblement de milliers d'esclaves a contraint le gouverneur à décréter l'abolition de l'esclavage sur le champ le 27 mai 1848, avant

donc l'arrivée du décret officiel d'abolition. D'autant plus qu'en Martinique les esclaves avaient imposés l'abolition cinq jours avant. ■

Mai 1967

Le 24 mai 1967, les ouvriers du bâtiment entrent en grève pour 2 % d'augmentation. Le 26 mai, ils sont réunis place de la Victoire, devant la chambre de commerce à Pointe-à-Pitre pour négocier. Le représentant des patrons Georges Brizzard aurait alors déclaré : « *quand les nègres auront faim, ils repren-*

dront le travail ! ». Des affrontements commencent entre ouvriers et gendarmes venus évacuer Brizzard. Les gendarmes lancent des grenades lacrymogènes, ils chargent à coups de matraques et à coups de pieds... Les ouvriers répliquent à coups de pierres, de bouteilles et de conques de lambi. Dans l'après-

midi, les gendarmes ouvrent le feu. Jacques Nestor, militant du GONG est tué place de la Victoire. Ce n'était que le premier. La répression et les massacres ont continué tard dans la nuit. Le lendemain des lycéens de Baimbridge ont manifesté contre la répression. Des jeunes, des travailleurs se sont armés contre les

gendarmes. Le 30 mai, les patrons signent une hausse de salaire de 25 % pour calmer les tensions. Le bilan de ces journées, longtemps caché, est de plusieurs dizaines de morts de la population. Une trentaine de gendarmes ont également été blessés lors des affrontements. ■

Rwanda

25 ans après le massacre, beaucoup d'hypocrisie

En 1994, entre 800 000 et un million de Rwandais de l'ethnie tutsi ont été massacrés par les extrémistes de l'ethnie hutu au pouvoir à cette époque.

La haine entre ethnies est une création de la colonisation en Afrique. Sous domination belge, la direction des affaires avait été confiée aux seuls Tutsi. Au départ des Belges, les Hutu prennent leur revanche. La France, qui se croit toujours chez elle en Afrique, prend place au Rwanda indépendant où elle soutient le pouvoir hutu contre les Tutsi. Pas question de laisser la place aux impérialistes anglais !

En 1963 un massacre de plus de 10 000 Tutsi a lieu. Les Tutsi quittent le pays en masse. Quand

ils tentent de revenir, le pouvoir hutu décide d'éliminer tous les Tutsi. Le génocide, qui commence le 7 avril 1994 a touché hommes, femmes, enfants, vieillards tutsi, jusqu'à 447 tués par heure pendant 100 jours. Des milliers de femmes sont violées. Des Hutu, dits modérés, hostiles aux massacres, sont tués aussi.

La culpabilité du gouvernement français est mise en cause. L'armée française, présente sur le territoire plusieurs années avant 1994, a livré des armes aux assassins sur ordre de son gouver-

nement. Des banques françaises auraient dès 1990 aidé à l'achat de millions de coutelas par le gouvernement rwandais. Le Président Mitterrand aurait été directement à la manœuvre dans ce soutien aux Hutu assassins. Il fit mine de confondre massacre et guerre civile. Or plusieurs militaires présents sur le terrain déclarent aujourd'hui qu'ils envoyaient au gouvernement en France des informations claires de la préparation d'un massacre.

Pendant le génocide, l'armée française, témoin des crimes, a reçu l'ordre de ne pas intervenir ! Peu avant la fin du massacre elle organise une opération dite humanitaire mais qui permet aux Hutu de quitter le pays.

Lors de la commémoration du 7 avril 2019 à Kigali, le représentant de la Belgique a jugé bon de demander pardon aux Rwandais. Le Président Macron invité s'est fait remplacer par un député d'origine rwandaise. Le président Paul Kagamé d'origine tutsi se targue de tout faire pour réconcilier les deux ethnies. Il a fait allusion, avec sévérité, au rôle passé de la France. Mais ne vaut-il pas mieux garder de bonnes relations avec les impérialistes ?

Tous ces chefs d'État savent faire des grimaces et signer par derrière des accords commerciaux ou autres. ■

Agriculture : baratin de notable

Dans le journal *France-Antilles* du lundi 13 mai dernier, Nadine Renard, conseillère territoriale du rassemblement nationaliste le Gran Sanblé et présidente de la commission développement agricole à la CTM (collectivité territoriale de Martinique) est intervenue sur la situation économique et sociale dans l'agriculture. Elle a parlé du « Schéma Territorial Agricole pour la Martinique », de la « promotion de la production ainsi que des aides aux entreprises agricoles en difficulté ».

Pour de nombreux petits agriculteurs, tout cela sonne creux.

Le mécontentement de ces petits agriculteurs a été exprimé récemment par un représentant de l'OPAM (Organisation Patriotique des Agriculteurs de Martinique) et un petit agriculteur de la canne, lors du débat du mardi 14 mai à 20h10, sur le plateau de Martinique la 1ère, face aux huit candidats locaux aux élections européennes. Ces petits agriculteurs parlent des difficultés

qu'ils rencontrent depuis des années aussi bien sur le plan financier que matériel. Ils dénoncent le fait : « que ce sont toujours les gros planteurs qui sont subventionnés et que les responsables politiques ne font que bavarder et (nous) tenir des promesses sans (nous) venir en aide ».

Une autre partie de l'interview de madame Renard dans ce journal concerne le chlordécone. Questionnée sur sa vision de

l'agriculture martiniquaise, elle a répondu : « notre objectif doit être un objectif collectif, toutes filières confondues ». Faut-il entendre par là un cocktail de capitalistes empoisonneurs et de petits agriculteurs exploités ?

Et elle continuait en répétant un vœu pieux, qu'il faut « tendre vers une production zéro pesticide » et que « nous devons donner une impulsion forte et accompagner les producteurs, sans créer de stigmatisation ou de

division ». Les capitalistes qui ont pollué près de 95 % des terres ne sont pas dénoncés. Pas un mot non plus sur la prise en charge gratuite du suivi sanitaire, sur l'indemnisation des ouvriers agricoles et de la population, empoisonnés par le chlordécone. C'est le cadet des soucis de ces notables de la CTM et d'autres. Ils sont tous au service des exploités.

Dans les entreprises

Pawòl a travayé bannann !

Quand T. Dambas, l'esclavagiste noir, va sur les médias pour tenter de montrer patte blanche

À la veille de la grève du 14 mai, Dambas a invité la presse à Changy. Celui qui oblige les camarades à porter des régimes jusqu'à épuisement se soucie soi-disant des conditions de travail. Le jour de sa comédie, T. Dambas a pris le soin de cacher la réalité sur son exploitation en

envoyant les camarades travailler très très loin des caméras !

Dambas porte bien son surnom d'esclavagiste noir !

Tino Dambas a convoqué les camarades du syndicat à une réunion du comité social et économique, le 27 mai, jour de commémoration de l'abolition de l'esclavage en Guadeloupe. T. Dambas voudrait rétablir l'esclavage mais les camarades ont bien l'intention de lui montrer qu'ils sont les dignes fils de

Louverture, Dessalines, Ignace, Massoteau... !

Échos de l'Aéroport

Air France : interdire les licenciements !

Sous le titre de PDV (plan de départs volontaires), c'est encore 465 emplois qui doivent être supprimés sur les 3 200 postes du réseau intérieur français.

C'est le premier, et sans doute pas le dernier, plan de licenciements du nouveau PDG, Ben Smith, qui de son côté ne s'est pas gêné pour quasiment doubler

ses rémunérations par rapport à son prédécesseur.

C'est toujours le personnel qui finit par payer les pots cassés de la gestion des dirigeants, lesquels se font grassement rémunérer pour mettre les gens dehors. On parle déjà d'une possible suppression de 1 000 emplois au niveau du siège.

Même si nous ne semblons pas être concernés cette fois en Guadeloupe, tout cela n'augure rien de bon. Nous aurons sans doute à nous battre pour ne pas pâtir à nouveau de cette politique.

LIAT : chantage aux licenciements

Les principaux actionnaires de la compagnie aérienne caribéenne LIAT ont exigé des sacrifices des salariés avant de rechercher des fonds auprès des banques ou autres riches capitalistes.

Ses principaux actionnaires sont les gouvernements d'Antigua-et-Barbuda, la Barbade, la Dominique et St Vincent-et-les-Grenadines. Au total quinze îles, dont St Martin, la Guadeloupe et la Martinique, utilisent les lignes de la LIAT.

Pendant le mois de mars les salariés de la LIAT, plus de 600, ont

été invités à accepter des baisses de salaire pour compenser les immenses pertes de fonds de la compagnie. Le Premier ministre de St Vincent, Ralph Gonsalves, a convoqué en urgence les syndicats et a menacé les salariés de perdre leur emploi s'ils ne cédaient pas. Face au prétexte annoncé de fermeture de la compa-

gnie, ceux-ci ont accepté une perte de 6 % de leurs revenus. Mais ils ne sont pas dupes. Ils ont signalé que les pertes de la compagnie sont dues aux constantes et graves fautes des dirigeants de la LIAT. Ils ont obtenu l'engagement express que le management soit réorganisé. Des pilotes ont été invités à faire par-

tie du conseil d'administration. Plusieurs îles de la Caraïbe sont des paradis fiscaux, les gouvernements ont d'autres façons de récupérer des fonds. Mais comme partout le plus simple pour les États et les capitalistes est de faire payer les travailleurs. Aux riches de payer ! Il y en a en Caraïbe !

La fête de Lutte ouvrière, les 8, 9 et 10 juin

Elle se déroule durant le long week-end de la Pentecôte. Combat ouvrier y tient un stand politique et un stand où l'on peut se restaurer. Nous invitons tous nos

amis qui se trouvent dans la région parisienne à venir à cette fête. Politique, forums, débats, art, culture, gastronomie, cinémas, livres... le temps vous

manquera pour tout voir et savourer. La fête de Lutte ouvrière se déroule dans la ville de Presles dans le Val d'Oise. Pas loin de Paris. Une navette de car

gratuite part du métro Saint-Denis-Université. Pour tout renseignement, allez sur le site de Lutte ouvrière sur Internet et vous saurez tout !

Parcoursup : moins de farce, plus de facs

Le 15 mai, les lycéens en terminale ont reçu des réponses de la plateforme Parcoursup, le logiciel qui permet de sélectionner les

futurs étudiants. Beaucoup n'ont toujours pas d'affectation, surtout ceux des quartiers défavorisés. De plus, près de 67 000 ly-

céens qui avaient reçu des avis positifs pour leurs études se trouvent être en réalité sur liste d'attente. Avec ce gouvernement

l'accès aux études supérieures se restreint et les plus pauvres en sont de plus en plus exclus.

Haïti

La spéculation dégrade les conditions de vie des pauvres

La valeur de la gourde continue de chuter. En avril il fallait 50 gourdes pour un dollar et en mai 90 gourdes pour un dollar, 98 gourdes pour un euro. Les prix des produits de consommation courante s'envolent.

Cette situation profite à certains secteurs de la bourgeoisie, les patrons de la zone industrielle notamment, et pour l'immense majorité des classes laborieuses, les conditions d'existence tournent à la catastrophe.

Au parc industriel Sonapi, les ouvriers dénoncent les quotas de travail élevés, des congés sans solde qui ne leur permettent même pas de toucher un salaire des plus maigres. Les patrons de l'usine H4 refusant de leur payer les jours fériés et les dimanches, au début du mois de mai, les ouvriers de H4 ont débrayé.

Vendredi 10 mai, les infirmières ont gagné les rues pour dénoncer leurs mauvaises conditions de travail et la précarité de leur vie. Dans l'administration publique, chaque jour, des petits employés d'un ministère ou d'un autre se

mettent en grève pour exiger le paiement des arriérés de plusieurs mois de salaire, d'autres pour dénoncer leurs mauvaises conditions de travail.

Au début du mois d'avril, la chambre des députés avait proposé aux travailleurs un ajustement du salaire journalier à 750 gourdes, un peu plus de huit dollars aujourd'hui. Les patrons ont protesté et menacé de déplacer leurs usines, de détruire l'économie du pays et le gouvernement temporise.

Les politiciens qui sont au pouvoir s'y accrochent en continuant de piller les caisses de l'État, en finançant les gangs armés qui contrôlent les quartiers populaires. Ceux qui sont dans l'opposition cherchent par tous les moyens à conquérir le pouvoir en expliquant à la popula-



Une ouvrière dans une usine textile.

tion qu'ils détiennent les solutions à ses problèmes.

L'amélioration des conditions de vie des masses pauvres ne dépendra pas de l'accession au

pouvoir d'une chapelle politique plutôt qu'une autre, mais d'une lutte consciente, collective et générale qu'elles mèneront contre leurs exploiteurs.

Iran

Menace d'intervention militaire américaine

Les menaces proférées par le gouvernement américain contre l'Iran se sont renforcées depuis le début du mois de mai. Elles sont confortées par l'envoi de matériel militaire dans la zone.

Le prétexte imprécis serait des menaces contre les intérêts américains. Le gouvernement a envoyé dans le Golfe persique, proche de l'Iran, un porte-avion et des bombardiers, puis un second navire de guerre ainsi que des missiles antimissiles.

L'Iran est un pays du Moyen Orient, zone riche en pétrole, qui tient tête aux Etats Unis ainsi qu'à leur bras armé dans la région : Israël. L'accord sur le nucléaire iranien, conclu en juillet 2015 entre l'Iran, les Etats

Unis et cinq autres pays dont la France et la Chine, encadrant le programme nucléaire du pays. Mais les USA ont renié l'accord en 2018 et ont renforcé les sanctions économiques contre l'Iran. Actuellement, les USA interdisent à tout pays d'acheter le pétrole iranien. De telles sanctions, renforcées par la crise économique, aggravent lourdement les difficultés que subit la population iranienne.

L'impérialisme américain veut imposer sa domination sur l'en-

semble du monde et casser tout pays qui lui tient tête. On l'a vu en Irak dans les années 2000, où l'intervention américaine et la guerre qui a suivi ont semé le chaos, et aujourd'hui les menaces pèsent sur le Venezuela, après la Corée du Nord. Les gesticulations de Trump sont outrancières et ridicules, mais les armes de guerre sont bien là et une agression militaire n'est pas à exclure.

ANNONCE AUX LECTEURS !

Nous ne serons pas en mesure de faire paraître le prochain numéro normalement c'est-à-dire le 8 juin. Nous reparaitrons donc 15 jours après, c'est-à-dire le 22 juin !

ABONNEMENT

12 MOIS :

Sous pli fermé 33 €

Sous pli ouvert 25 €

Je désire m'abonner au journal *Combat ouvrier* pour une période de... mois.

NOM :

Prénom :

Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de euros.

Règlement par chèque adressé à :

M. Philippe ANAÏS
Combat ouvrier
1111 Rés. Matélie, L'Aiguille -
97 128 GOYAVE - Guadeloupe,
Antilles Françaises

Responsable de la publication : P. ANAÏS

Adresser toute correspondance
EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs
1111 Rés. Matélie, L'Aiguille, 97128
GOYAVE—Guadeloupe

EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE
BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex

Composition - Impression
Imp. ERAPRESS

Commission paritaire : 51728

Site internet : www.combat-ouvrier.net
Courriel : redaction@combat-ouvrier.net